



Gilbert Trausch
(dans : L'Arbed dans la société
luxembourgeoise)



Le Luxembourg expliqué aux élèves :
manuel d'histoire pour l'enseignement secondaire,
écrit par Gilbert Trausch.

d'avant, le monde ouvrier n'existait pas du tout. Il parle de la pauvreté, de la législation sociale, du syndicalisme et des luttes sociales. C'est un grand changement dans l'historiographie. Il a d'ailleurs aussi participé à des ouvrages sur le « Lëtzebuurger Aarbechterverband ». Dans la revue « D'Hémecht », il a publié un article important sur la question sociale au Luxembourg de 1914 à 1921.

Les femmes ne sont présentées qu'en tant que souveraines ou régentes, mais pas en tant que mouvement social.

Dans les années 70, aucun historien ne s'intéressait à des mouvements sociaux comme celui des femmes. La grande question, c'était plutôt les classes sociales. Le problème était en plus qu'il partait de zéro. Même aujourd'hui, s'il fallait réécrire un tel manuel, la question des femmes serait à mon avis secondaire. Pas parce l'auteur le voit ainsi, mais parce qu'en général, il n'y a pas beaucoup de travaux sur le genre au Luxembourg.

Est-ce que des historiens comme Trausch ou récemment Daniel Spizzo (1) ne se basent pas trop sur le concept des élites ? Le rôle du monde ouvrier dans la prise de conscience nationale est sous-estimé.

C'est un des grands problèmes des études sur le nationalisme, et c'est d'ailleurs aussi un reproche qu'on peut faire à notre livre sur les lieux de mémoire. On se base surtout sur des documents écrits, produits par des hommes de la bourgeoisie. C'est

seulement depuis dix ans qu'on essaie de cerner ce problème. Il y aura d'ailleurs prochainement un colloque international à Gand sur le nationalisme d'en bas (2). Pour voir comment ce sentiment s'exprime dans les classes populaires, il faut utiliser d'autres sources, par exemple des chansons. Ou - comme on le fait maintenant en Belgique - utiliser des sources inédites, telles les lettres écrites au roi, souvent de personnes issues des classes populaires. On peut se poser la question si au Luxembourg, il n'existe pas de lettres écrites aux souveraines - elles mériteraient d'être exploitées.

Pour Trausch, tu as évoqué un os-cillement entre un discours plus distancié, plus critique, et son côté « histoire officielle ».

A un certain moment, il a omis de poursuivre des pistes intéressantes au niveau du cadre théorique de la construction des nations et, d'une certaine manière, de s'analyser lui-même. Dans les années 80 et 90, il n'était plus tellement dans un discours déconstructiviste, il essayait plutôt de donner un récit à l'Etat-nation luxembourgeois qui à ce moment fêtait son 150^e anniversaire. Il était clairement dans une autre logique que celle des années 60 ou 70.

Est-ce qu'on peut éviter ce piège, est-ce qu'on peut en tant qu'historien ou historienne, rester en dehors de la politique ?

Non. Le rôle de l'historien est clairement politique. Mais il doit plutôt jouer le rôle du petit grain de sable

dans la machine, le personnage qui brise le discours linéaire, et non celui qui le construit. Confronté à des récits linéaires, comme celui des Luxembourgeois, il l'interroge: il montre que l'histoire n'est pas linéaire, qu'il y a des ruptures, que ces récits ont des fonctionnalités dans la société.

Le modèle des historiens « avec un grand H » est-il un modèle en fin de série ?

Il y a une demande du côté du public ou de la société d'avoir ces historiens avec un grand H. Même si Gilbert Trausch se retire de plus en plus de la vie publique, il y aura toujours un besoin dans la société d'avoir des historiens qui donnent un sens à ce qui s'est passé. Il y aura d'autres personnes qui vont remplir cette place. La question est de savoir comment elles remplissent ce rôle.

Ne seront-ce pas plutôt des équipes qui vont discuter sur l'histoire à la place du méta-récit raconté par un historien solitaire ?

Il ne faut pas oublier que Gilbert Trausch avait pour beaucoup de projets des personnes autour de lui, que ce soit pour l'expo de 1989, pour sa plus récente « Histoire du Luxembourg », ou encore pour l'histoire de la Gendarmerie ou celle du parti chrétien-social. Cette méthode de travail va continuer à exister, mais il faudra voir comment à l'avenir ces rôles seront remplis. Je ne crois pas que Denis Scuto, lorsqu'il donne un carte blanche à RTL, livre un récit linéaire, sans ruptures.

Comment vois-tu ton propre rôle en tant qu'historien ?

Actuellement, je me tourne vers d'autres problématiques, où la nation n'est justement pas présente. Je trouve le questionnement sur la nation intéressant, mais pas déterminant. Cela m'intéresse néanmoins de réfléchir sur ma propre pratique. Je crois qu'avec notre livre sur les lieux de mémoire, on n'a pas vraiment réussi notre pari, qui était de déconstruire le récit national. Selon les réflexions de Daniel Spizzo lors des Assises, nous participons également à la construction d'un méta-récit, peu critique. Donc, c'est d'une certaine manière un échec. Même en travaillant sur l'identité nationale dans un sens critique, on risque de se laisser enfermer dans cette logique nationale. On se retrouve confronté aux mêmes problèmes qu'un Gilbert Trausch.

Et qu'est-ce que tu ferais différemment ?

J'essaierais de montrer un peu plus les ruptures et de garder un peu plus de distance par rapport à l'Etat. Mais je ne sais pas si dans un petit pays, c'est toujours faisable.

(1) Spizzo, Daniel : La nation luxembourgeoise : genèse et structure d'une identité, 1995. Voir Gréngespoun n° 315(1996).

(2) www.frombelow.ugent.be